CULTIVONS NOS AFRIQUES

*

*Pour une renaissance
culturelle africaine*

Moussa Mara

*À toutes celles et à tous ceux, anonymes ou célèbres,
qui par leurs créations culturelles font vibrer le cœur
des Africains et du monde.*

*À vous qui nous rendez fiers de notre humanité
en ces moments troublés.*

AVANT-PROPOS

En 1964, dans «Le problème de la culture» du recueil *Liberté 1: Négritude et Humanisme*, Léopold Sédar Senghor écrivait: «La culture, c'est la civilisation en action, ou mieux, l'esprit de la civilisation.»

En quelques mots, il exprimait toute l'ambivalence et l'importance d'un mot, «culture», singulièrement vaste dans ce qu'il recouvre. Par «culture», j'entendrai dans cet essai l'ensemble des activités communes à un groupe d'individus, qu'elles soient inventées, transmises ou héritées. L'Unesco, dont l'une des principales missions est de promouvoir et défendre les cultures humaines, proposait une définition très convaincante de la culture dans sa déclaration de Mexico (1982): «Dans son

sens le plus large, la culture peut aujourd'hui être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels, matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts, les lettres et les sciences, les modes de vie, les lois, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.» Je voudrais prendre à bras-le-corps la question des arts, des lettres, des coutumes, des traditions et des croyances, en posant la question de leur place au sein du continent africain.

J'ai la profonde conviction que pour atteindre le rayonnement auquel elle aspire, l'Afrique doit s'engager dans la voie d'une renaissance culturelle. Par cette dernière expression, je ne veux pas dire que la culture, aujourd'hui, est morte. Cependant, je pense qu'à la manière de la Renaissance européenne qui, à l'aube du XVI^e siècle, a vu converger les efforts des dirigeants politiques, des possesseurs de grandes fortunes et des créateurs de tous genres pour donner aux arts, aux lettres et à la pensée une place de choix sur le continent, il nous faut

nous lancer dans une véritable défense et illustration de la culture africaine.

« Pourquoi aujourd'hui ? » pourrez-vous me demander. Quelle est l'urgence ? Après tout, le monde fait face à une récession économique sans précédent, et la moitié de la planète est toujours aux prises avec un virus qu'elle peine à combattre. Justement, je crois qu'il n'a jamais été aussi urgent de défendre résolument l'importance de la culture au moment où elle risque de devenir un sujet annexe, secondaire, dans l'esprit de nos dirigeants. Ceci est d'autant plus absurde que la culture, en marquant notre singularité humaine, agit comme une boussole lorsque nous traversons une tempête. Plus généralement, au moment où nombre de pays africains accélèrent leur développement économique, riches de leur potentiel et d'une démographie qui leur donnera un avantage essentiel au XXI^e siècle, nous ne pouvons sous-estimer l'importance du développement culturel. Lorsque nous serons satisfaits matériellement, il me paraît évident que nous ne saurons trouver du sens, de l'émotion, une

capacité collective à l'empathie que si nous aurons été capables de prendre au sérieux cette question de la culture.

Du reste, elle n'est pas absente de l'«Agenda 2063» que s'est donné l'Union africaine, et dans lequel elle définit les grandes orientations du demi-siècle à venir en Afrique. Il me semble que cela n'est pas suffisant. Nous devons nous obliger à faire plus, que ce soit à l'échelle locale, en renforçant les politiques municipales en faveur de la culture ; à l'échelle nationale, en nous donnant les moyens de renforcer les subventions et le soutien à la création sous toutes ses formes ; à l'international, enfin, en créant de vraies synergies africaines pour peser toujours plus dans le grand marché global de la culture. Vaste programme... que nous ne pourrons réaliser que si nous arrivons à encourager les acteurs du privé à investir sur la culture africaine.

Pour cela, renouons avec la fierté de notre pouvoir culturel. Cela passe par une mise à l'honneur de notre patrimoine, qui est riche,

pluriel, et de son influence, qui est énorme. Cela implique aussi d'embrasser pleinement les cultures vivantes, émergentes, que produisent les jeunesses africaines, partout sur le continent.

Ce texte est un manifeste. S'y entremêlent des déclarations d'amour aux cultures africaines, à leurs histoires formidables et à leur présent enthousiasmant, et des propositions concrètes pour la renaissance culturelle de l'Afrique.

Si nul n'est en mesure d'annoncer l'avenir, n'ayons sur ce point aucun doute, aucune réserve: le développement de notre continent ne se fera pas sans une ambitieuse politique culturelle.

CHAPITRE I

Remettre la culture au cœur de l'agenda africain

La culture africaine irrigue le monde. Seule l'Afrique semble la tenir en marge. Voilà une affirmation qui en étonnera plus d'un. Cependant, je crois qu'il est impossible de parler de renaissance culturelle du continent africain si nous ne sommes pas honnêtes avec nous-mêmes. Khalil Gibran disait que «la pierre la plus solide d'un édifice est la plus basse de la fondation». Il en va de même pour un livre, et je crois que l'honnêteté sera le gage de la fermeté de mes intentions et de la solidité de mes propositions.

On me rétorquera que je suis présomptueux lorsque je dis que le «monde entier» se nourrit de la culture africaine. Il suffit pourtant de regarder et d'écouter autour de soi – à vrai dire,

de nous. Nous devons nous montrer lucides sur l'histoire d'un continent qui a subi les outrages des Européens pendant des siècles. La culture africaine irrigue le monde entier, évidemment. Mais il nous faut comprendre par quels mécanismes. C'est la condition *sine qua non* pour parvenir à entamer une véritable renaissance culturelle du continent africain. Avant tout, confirmons cette affirmation selon laquelle la culture africaine irrigue le monde entier.

Depuis les années 1950, la planète écoute des musiques nées en Afrique qui ont traversé l'Atlantique sur les bateaux des esclavagistes européens. Le jazz et le blues ont enfanté toutes les musiques populaires qui font vibrer les jeunes du monde entier. Le rock serait inimaginable sans les sonorités africaines, tout comme le rap, le hip-hop ou le slam. Apparues aux Amériques, ces musiques ont à nouveau rencontré l'Afrique lorsqu'elles sont arrivées en Europe ou qu'elles sont repassées par le continent africain. Le ska, qui fut si populaire en Angleterre dans les années 1980, est issu de la rencontre au Royaume-Uni du rock, du

mento jamaïcain et des musiques nigérianes, trois styles musicaux dont les racines étaient africaines. La rumba, qui rythme une société congolaise en pleine mutation depuis un demi-siècle, est aujourd'hui diffusée sur la planète entière. Cette musique, dont les racines sont très anciennes, a pris sa forme moderne par un jeu d'écho avec les cultures métissées qui apparaissaient en Amérique latine, notamment à Cuba. Aujourd'hui, elle est une des bandes originales de la mondialisation.

Cependant, la musique africaine n'est pas la seule à irriguer notre monde. La danse contemporaine, indissociable de la musique, trouve ses racines dans le même continent. La mode des trente dernières années regarde sans cesse vers les dessins et les matières du vêtement africain. En outre, dans le domaine des arts plastiques, la dette européenne et américaine est incommensurable. Picasso, Braque, Giacometti ou Man Ray existeraient-ils seulement si leurs chemins n'avaient pas croisé les œuvres africaines, très souvent mal acquises, qui commençaient à se répandre dans les collections européennes?

Cette dernière réalité doit être soulignée : la culture africaine irrigue sans doute le monde, mais jusqu'à la fin de l'époque coloniale, ce processus a été traumatisant. L'exportation de la culture africaine est la conséquence des violences répétées que les Européens ont infligées aux peuples africains à partir du xv^e siècle. En reconnaissant l'influence décisive des cultures africaines sur notre culture globale, il nous faut aussi réfléchir à ce que cette influence recouvre. Ce nécessaire passage par le passé doit nous permettre d'engager le processus de renaissance culturelle de l'Afrique.

Ce processus commence d'abord par une réparation. Quoique difficilement, celle-ci a débuté en 2017, quand Emmanuel Macron, élu depuis quelques mois, annonçait dans un amphithéâtre bondé de Ouagadougou : « Je veux que d'ici cinq ans, les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique. » À la suite de ces déclarations sur la colonisation, « crime contre l'humanité », Emmanuel Macron menait un travail important et com-

plexe sur la mémoire et les traces laissées par l'expérience terrible de la colonisation. Il est tout à fait remarquable que l'un des points saillants de cette tentative de mise à nu du passé commun et douloureux entre anciens colonisateurs et anciens colonisés touche directement la culture, le patrimoine. De fait, l'enjeu est de taille. Selon les professeurs Felwine Sarr et Bénédicte Savoy, auteurs en novembre 2018 d'un rapport remarqué et novateur sur la question des restitutions (*Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain. Vers une nouvelle éthique relationnelle*), on trouverait au moins 90 000 objets d'art issus d'Afrique subsaharienne dans les collections publiques françaises. Si tous ces biens n'ont pas été mal acquis, il est certain qu'une part majoritaire d'entre eux ont été pillés, pris comme butin de guerre, ou achetés à des prix dérisoires... Ils sont une trace toujours brûlante de la violence du fait colonial. Il faut faire face à cette question. C'est un prélude nécessaire à un projet sérieux de renaissance culturelle du continent africain, et il concerne l'ensemble des acteurs

de cette page terrible de l'histoire globale: la colonisation. Je crois qu'il est possible d'entamer ces réparations de manière apaisée. Le temps a passé et a refermé une partie des plaies et, surtout, nous sommes capables, avec de la volonté politique, de mettre suffisamment d'intelligence collective au service de cette mission pour parvenir à rapporter en Afrique ce patrimoine culturel qui lui a été arraché.

J'écris cela avec d'autant plus de calme que le retour de ces œuvres est pour moi un principe non négociable. À l'avenir, il est évident qu'il conditionnera la poursuite des bonnes relations avec les anciens colonisateurs. Ceci dit, la récupération pourra se faire dans un cadre dépassionné, entre partenaires égaux et respectueux. Pour cela, il nous faut réfléchir à des lieux d'accueil, en rénovant des musées (comme c'est le cas à Bamako), ou en fondant de nouvelles institutions, capables d'accueillir, d'entretenir et de rendre accessibles ces témoignages extraordinaires de notre passé. Il faut penser ces nouvelles institutions muséales à plusieurs échelles – du national au local: c'est

ainsi que nous pourrions mettre en place un réseau qui garantirait la circulation et la mise en valeur de ces œuvres. Par-delà la nation, c'est aussi par la culture que nous réussirions à créer un sentiment d'appartenance – et, disons-le, de citoyenneté – africaine. Ce retour impératif est un des volets d'un nécessaire travail mémoriel sur les horreurs de la colonisation. Alors qu'en Europe ou aux Amériques, il existe des musées qui commémorent les pages les plus noires de l'histoire de ces espaces – comme la Shoah ou l'esclavage –, ne pourrions-nous imaginer un grand musée africain de la colonisation? Se souvenir de la douleur, c'est aussi trouver les ressources pour la transcender, notamment par la renaissance culturelle. Loin d'être un sujet poussiéreux, cette question est incroyablement vivante. C'est en passant par là que nous pourrions restaurer la chaîne des temps. D'une part, cette réparation est une étape nécessaire dans le processus d'apaisement mémoriel, mettant fin à certains griefs qui peuvent persister depuis les indépendances. D'autre part, en engageant une réflexion poli-

tique sur les lieux où nous pourrions accueillir ces œuvres, la mise en valeur du patrimoine va nous obliger à penser aux cultures africaines contemporaines. En réfléchissant aux institutions muséales, nous entrerons dans un processus de valorisation des cultures africaines. Le musée est un des points de départ de notre renaissance culturelle, une de ces réalisations concrètes qui manifesteront la centralité de la culture dans l'agenda africain. La dynamique créée par la mobilisation des États, à l'échelle diplomatique et en politique intérieure, et des investisseurs privés pourra ensuite être utilisée pour mieux définir le rôle entretenu par la culture sur le continent africain. Ceci est d'autant plus urgent que l'Afrique subit encore aujourd'hui de fortes pressions culturelles. Si la Chine, devenue un acteur économique très important sur le continent, s'en tient à une coopération culturelle « gagnant-gagnant » par solidarité entre anciens pays colonisés, nous continuons de subir la pression d'un modèle culturel – fait de codes, de canons esthétiques et de « produits » globaux – occidental dans

lequel les États-Unis sont les leaders incontestés. À ce titre, la renaissance culturelle de l'Afrique requiert une mise au point collective sur ce qui constitue sa propre culture et sur son rapport avec ces cultures importées.

À cet égard, il me faut insister sur l'importance du collectif, car il signifie la nécessaire coordination des pays africains autant qu'un respect de l'extraordinaire pluralité d'un immense continent qui compte cinquante-quatre pays. S'il est évident qu'il nous faut tous résister culturellement pour défendre nos richesses, il est aussi certain que ces richesses – et leur nature – varient considérablement d'un pays à l'autre. J'ajouterai également que cette diversité ne s'exprime pas seulement à l'échelle nationale. Chaque pays devra s'employer à mettre en valeur et à protéger la diversité des expressions culturelles et des traditions qu'il contient. Loin d'être un bloc monolithique et uniforme, la culture africaine est forte de ses singularités et d'une diversité d'expression qui la rend attractive.

Je crois que cela nécessite aussi une réflexion sur la relation qu'entretiennent les élites africaines avec la culture. Alors que les élites politiques et administratives des indépendances avaient largement investi la sphère culturelle – j'y reviendrai –, je remarque aujourd'hui un désintérêt, qui confine parfois à la méfiance, de la part de leurs successeurs. Le développement économique serait la seule clé du futur de l'Afrique, et la culture, un simple divertissement. Au pire, elle serait parfaitement inutile. Au mieux, elle serait un luxe à cantonner à la sphère privée. Quelle erreur... Et quelle courte vue historique!

D'abord, c'est dans ce désintérêt que prospère la domination culturelle d'autres zones du globe. La culture est certes un objet singulier, mais il n'en demeure pas moins qu'elle répond à ses propres logiques économiques. Les États-Unis, ainsi que certains pays européens ou asiatiques l'ont parfaitement compris, et ont largement investi ce secteur. En Corée du Sud, par exemple, la culture est une branche importante de l'économie de ce dragon asia-

tique. La K-pop est devenue depuis longtemps une marque globale – émulée du reste par la J-pop, venue du Japon –, tandis que le cinéma coréen est l'un des plus dynamiques du monde aux côtés des mastodontes américain et indien. Bien plus, les réalisateurs coréens sont aussi présents sur le marché ultra-concurrentiel du blockbuster que dans le cinéma d'auteur! Cette réussite est permise par l'engagement d'acteurs privés, soutenus par le public, dans le développement d'une modernité culturelle coréenne engagée dans les flux de la mondialisation et en même temps capable de défendre son identité propre.

À nous, Africains, de remettre la culture au centre de l'Afrique! Un double mouvement s'impose. D'abord, il nous faut entamer une véritable révolution juridique. Comme tous les secteurs économiques, la culture dépend d'un marché qui nécessite une législation propre. Dans un pays comme la France, certaines de ces règles, comme le droit d'auteur, ont près de deux siècles. Progressivement, elles ont permis l'émergence de véritables filières qui

sécurisent économiquement et juridiquement ceux qui choisissent de s'engager dans ces carrières. Les pays africains aussi doivent protéger leurs artistes. Que ce soit dans les domaines de la musique, du cinéma ou des beaux-arts, il nous faut protéger nos créateurs! Ceci est d'autant plus urgent que certains d'entre eux connaissent un immense succès à l'étranger. La musique des Sénégalais Youssou Ndour et Akon, ou du Congolais Fally Ipupa s'exporte dans le monde entier. Il faut protéger ces artistes et favoriser l'émergence de nouveaux talents par le droit.

Si d'un côté, il nous faut continuer à nous battre pour que les œuvres qui nous ont été prises indument soient restituées dans les meilleures conditions, à nous également de défendre le patrimoine culturel qui se constitue aujourd'hui. En tout cas, je sais que je me refuse à préférer le patrimoine aux cultures contemporaines, ou l'inverse. Ces deux questions sont inséparables, et c'est en les traitant ensemble que nous nous donnerons les moyens de remettre la culture au centre de

l'Afrique. La valorisation du patrimoine par les techniques contemporaines est une permanence de l'histoire de l'art. Que l'on pense aux films de Walt Disney! Depuis presque un siècle, cette maison de production a fondé sa légende sur l'adaptation de contes et de mythes parfois très anciens. Le continent africain a un patrimoine aussi impressionnant que le continent européen. À nous de le réinterpréter en l'entremêlant aux pratiques contemporaines. En cela, il nous faut par exemple être aussi audacieux que le groupe de rap (encore un genre musical né du métissage) NTM lorsqu'il reprenait un prélude de Chopin dans «That's My People». C'est en jouant de nos richesses que notre culture s'exportera encore mieux.

Cependant, ce mouvement «par le haut» doit aussi prendre en compte la société civile. De simples réformes juridiques et des déclarations d'intention ne suffiront pas. L'Agenda 2063 de l'Union africaine prévoit par exemple que «la Renaissance culturelle africaine est prépondérante». Mais cette déclaration n'est pas

suivie d'effets. Pourquoi? Parce que nous sommes enfermés dans un modèle qui laisse trop de place à l'action étatique. Aux leviers diplomatique, juridique et fiscal que peuvent utiliser les États africains pour encourager la renaissance culturelle africaine, il faut ajouter la confiance, et même la bienveillance envers la société civile. L'Agenda 2063 est un bon exemple de cette réalité. Que ce soit à travers le projet du Grand Musée africain ou la fondation d'une Académie africaine des langues (ACALAN), la société civile est ignorée! C'est pourtant là que se trouvent les forces vives de la culture d'aujourd'hui et de demain. Des créateurs au public, ce sont bien les Africains et non les institutions qui feront vivre la culture. Il est impératif que nous commençons à prendre ce problème à bras-le-corps. La culture ne se décrète pas. Elle se vit. Et pour qu'elle vive, il faut faire confiance à nos sociétés.

Nos sociétés – contrairement à celles de la majorité des pays du monde – sont jeunes et créatives. Elles sont à l'écoute des pulsa-

tions du monde, et elles savent ajointer notre patrimoine séculaire avec les évolutions des cultures urbaines globales. C'est en les écoutant que les États sauront encourager de nouvelles pratiques artistiques. C'est en les regardant qu'ils sauront ce qu'il nous faut à tout prix exporter. C'est en faisant l'effort d'aimer la culture que nous comprendrons les nouveaux publics et que nous pourrons engager réellement la renaissance culturelle. Voilà un enjeu décisif pour la cohésion future des sociétés africaines. Notre continent est jeune, et il le sera de plus en plus. Pour embrasser sereinement le futur, il nous faut être sûrs que le dialogue intergénérationnel et une compréhension constituée de respect et de curiosité soient au cœur de la démarche des gouvernants. La culture est une clé pour faire à la jeunesse la place qu'elle mérite dans nos sociétés. Celle-ci ne peut être une simple vision juridique et administrative. C'est là que la singularité de la culture, comme objet économique, se manifeste. Elle est trop entremêlée à nos vies pour être traitée de manière complètement

abstraite. Si nous savons remettre la culture au centre de nos sociétés, c'est aussi comme cela qu'elle retrouvera l'une de ses fonctions clés : celle de donner du sens – autant qu'un sens – à nos vies.